Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2017)

Heft: 2164

Artikel: Scandale financier au Mozambique : le silence assourdissant de Credit Suisse : l'intervention d'Actares lors de l'assemblée générale des actionnaires de la banque

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1014307

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Scandale financier au Mozambique: le silence assourdissant de Credit Suisse

L'intervention d'Actares lors de l'assemblée générale des actionnaires de la banque

Rédaction - 04 mai 2017 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/31477

En décembre dernier, nous avons publié la lettre ouverte du Conseil pour la politique économique et sociale (Contrepoint) à Credit Suisse au sujet de l'implication de la banque dans un scandale financier au Mozambique (DP 2145). Credit Suisse n'a pas cru bon de réagir.

Lors de la récente assemblée générale des actionnaires, Actares – Actionnariat pour une économie responsable – est revenu à la charge. Et la direction de Credit Suisse a encore éludé ses questions. Nous reproduisons ici l'intervention de son représentant, Thomas Kesselring (traduction DP), également disponible en vidéo (dès 2h17 après le début de l'enregistrement).

En 2013, Credit Suisse Londres et la banque russe VTB Londres ont négocié des crédits avec de hauts responsables gouvernementaux du Mozambique, le neuvième pays le plus pauvre de la planète. Il s'agissait de paiements secrets de plus de 2 milliards de dollars pour des *«objectifs de défense»*. CS a financé l'un de ces crédits au moyen d'obligations en le présentant aux acheteurs comme un investissement pour une flottille de pêche au thon promis à des rendements supérieurs à la moyenne. En réalité, cette flottille devait servir de paravent aux objectifs militaires. Comme les acheteurs se sont retrouvés floués, il a fallu procéder à une restructuration de la dette en 2016.

Il apparaît que dans cette affaire CS Londres n'a pas rempli son devoir de diligence. Ce qui a conduit plusieurs autorités de surveillance au Mozambique, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis à ouvrir des enquêtes. Peut-être également de la part de la Finma (l'autorité helvétique de surveillance des banques)?

Permettez-moi quelques questions concernant les conséquences non juridiques de cette affaire.

La banque centrale du Mozambique, les pays donateurs, la Banque mondiale comme le Fonds monétaire international n'ont pas été informés de ces prêts.
M. Thiam, je sais qu'à cette époque vous n'étiez pas encore CEO de CS. Mais lorsque vous avez pris la direction de la banque, dans quelle mesure avez-vous poursuivi cette politique du secret jusqu'à la restructuration du crédit fin mars 2016? Il était pourtant prévisible que le FMI et les pays soutenant le budget mozambicain réagiraient d'autant plus sèchement que durerait cette politique du secret.

Lorsque le secret fut éventé, de pays exemplaire le Mozambique devint le mauvais élève de la classe. Le FMI et les pays donateurs interrompirent leur aide financière, indispensable au développement du pays. S'ensuivirent inflation, chute de la monnaie et caisses publiques asséchées à tel point que l'Etat a dû se déclarer en faillite à fin octobre 2016. Les hôpitaux manquent de médicaments importants et de matériel médical, la mortalité augmente. Les écoles ne disposent plus du matériel le plus simple, les salaires pourtant très modestes sont encore réduits. M. Rohner, M. Thiam: pouvez-vous assumer la responsabilité d'avoir saboté la coopération au développement au Mozambique avec vos crédits?

L'objectif n° 8 du Millénaire des Nations unies (de même que les Objectifs du développement durable 16/17) vise l'édification d'un *«système financier et commercial prévisible»*, d'une *«conduite gouvernementale responsable»*, la *«résolution des problèmes d'endettement»* et la *«réduction de la pauvreté»*. Au

Mozambique, la moitié de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. Le scandale des prêts a fait augmenter le poids de la dette de 20% (la *Sonntagszeitung* parle même de 35%), ce qui fait du Mozambique le pays le plus endetté d'Afrique. Par rapport à sa capacité économique, son service de la dette se montera à deux fois et demie le prix que devra payer la Grande-Bretagne pour sa sortie de l'Union européenne, et cela chaque année. M. Rohner, M. Thiam, votre banque s'oppose-t-elle aux objectifs de développement ci-dessus mentionnés? Qu'allez-vous faire pour la réalisation de ces objectifs?

Ces crédits ont été utilisés entre autres pour l'achat d'armes testées dans le pays lui-même. Un fils du président en a pris la responsabilité. A cette époque le Frelimo et le Renamo se combattaient à nouveau (pour la première fois depuis 1991). Des milliers de civils ont fui dans les pays voisins. En avril 2016, le Malawi abritait 15'000 réfugiés mozambicains. De nombreuses personnes continuent de quitter le pays à cause de conditions de vie difficilement supportables. M. Rohner, M. Thiam: CS et ses affaires contribuent-ils aux flux migratoires? Que comptez-vous faire en guise de réparation?

Pour ces crédits, CS a exigé une garantie de l'Etat. Cette garantie aurait dû être avalisée par le parlement mozambicain qui n'a pourtant pas été consulté. Votre banque a prêté la main à une violation de la Constitution et de la loi.
M. Rohner, M. Thiam: comment CS justifie-t-il cela alors qu'elle proclame respecter intégralement les lois et règlements en vigueur dans tous les pays où elle est active?

Les pays donateurs se refusent à financer l'amortissement de la dette mozambicaine. Ce pays se tourne maintenant vers l'Inde, la Chine, la Russie notamment. Il a récemment obtenu un crédit de 200 millions de dollars de la Banque islamique de développement dont le siège est en Arabie saoudite, un Etat qui promeut des centres de formation islamique dans les pays tiers. M. Rohner, M. Thiam, ce transfert du partenariat de développement de l'Europe vers l'Asie et l'Arabie saoudite est-il souhaitable?

Depuis que le scandale a été rendu public. CS n'a jamais reconnu publiquement son implication. Si vous faites une recherche sur Google avec les mots *«Mozambique»*, *«dette»* et *«Credit Suisse refuse de commenter»*, vous trouvez de nombreux articles de la presse mondiale – du *Wall Street Journal* au *Financial Times*, au *Business News*, au *Guardian*, jusqu'à la *NZZ* – qui parlent du silence de la grande banque.
M. Rohner, M. Thiam: une entreprise qui consacre autant d'énergie dans la rétention de l'information ne mine-t-elle pas sa crédibilité, son crédit? Votre enseigne *«Credit Suisse»* vous impose pourtant plus de transparence!
Une dernière question: avez-vous lu la *«lettre ouverte à la direction de CS»* publiée par *Contrepoint* le 8 décembre 2016? Quand trouverez-vous le temps de la lire?

Les ambivalences de la mobilité à l'échelle européenne

Vincent Kaufmann, Ander Audikana, «Mobilité et libre circulation en Europe. Un regard suisse», Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Editions Economica, Paris, 2017

Michel Rey - 09 mai 2017 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/31499

Le 9 février 2014, les citoyens suisses ont dit *«non»* à plus de mobilité en acceptant l'initiative *«contre l'immigration de masse»*. Le même jour pourtant, ces mêmes citoyens ont dit *«oui»* à plus de mobilité en plébiscitant le Fonds pour le financement et